

Des Juifs vénézuéliens défendent Chávez

Les propos antisémites qu'a tenus le Président le 24 décembre divisent la communauté.

par Annette LEVY-WILLARD

QUOTIDIEN : samedi 14 janvier 2006

Antisémitisme ? Pas antisémitisme ? Les propos de Hugo Chávez, président du Venezuela, dénonçant dans un même élan des «*descendants de ceux qui crucifièrent le Christ, des descendants de ceux qui jetèrent Bolivar hors d'ici et le crucifièrent aussi à leur manière à Santa Marta en Colombie*» et «*une minorité qui s'est approprié les richesses du monde, une minorité qui s'est approprié l'or de la planète...*» continuent d'alimenter une polémique internationale.

C'est le centre Simon-Wiesenthal (dont le QG est à Los Angeles) qui a donné un écho mondial à ce discours prononcé à la veille de Noël dans un centre d'aide sociale de l'Etat de Miranda, accusant le leader de la gauche radicale latino-américaine d'antisémitisme (*Libération* du 9 janvier). Sans auparavant consulter les représentants de la petite communauté juive vénézuélienne (15 000 Juifs sur 22 millions d'habitants), qui ne semblent aujourd'hui pas d'accord avec ces accusations.

«**Etre justes**». Ainsi, Freddy Pressner, président de la Confederación de asociaciones israelitas de Venezuela (CAIV), a écrit au centre Simon-Wiesenthal pour protester contre son intervention et lever le soupçon d'antisémitisme. «*Nous pensons que le Président ne parlait pas des Juifs*», déclare-t-il dans une lettre publiée par *Forward*, journal historique des intellectuels juifs new-yorkais. Précisant que son organisation n'a pas l'habitude de se plier devant le gouvernement et n'a pas hésité à protester, à plusieurs reprises, contre des émissions antisémites à la radio et à la télévision vénézuéliennes, Freddy Pressner ajoute : «*Nous n'avons pas peur, nous voulons seulement être justes.*» Un soutien qui a permis à Chávez de dénoncer vendredi l'«*offensive impérialiste*» lancée contre lui.

Forward cite aussi les réactions de dirigeants de grandes organisations juives (American Jewish Congress et American Jewish Committee) qui pensent qu'«*il ne faut pas voir l'antisémitisme là où il n'est pas*». Dans une démarche conciliante, des officiels vénézuéliens se seraient d'ailleurs rendus à l'ambassade d'Israël pour clarifier les propos du président.

Désinformation. Un groupe d'intellectuels et d'artistes vénézuéliens s'est pourtant inquiété, dans une lettre collective publiée dans *Libération* le 12 janvier, de «*tendances dangereuses*», rappelant l'invitation lancée par Chávez au président iranien qui veut «*rayé Israël de la carte*», et soulignant que le Venezuela connaît, pour la première fois de son histoire, des manifestations d'antisémitisme. Il est déjà arrivé que les discours anti-impérialistes et antiaméricains dérapent de l'antisionisme à l'antisémitisme : en 2003, une marche contre la guerre en Irak a fait un détour pour attaquer une synagogue de Caracas.

Enfin, la polémique n'aurait pas pris une telle ampleur si Chávez n'était un héros de la gauche radicale. Pour le défendre, ses supporters, comme en France le sénateur socialiste Jean-Luc Mélenchon (sur son blog), n'hésitent pas à accuser la presse et en particulier *Libération* de faire de la désinformation quand les journalistes citent dans le texte le discours publié sur le site du ministère de la communication vénézuélien (1). C'est au Venezuela que doit se tenir, dans dix jours, la sixième édition du Forum social mondial.

(1) www.minci.gov.ve

«Pas une déclaration isolée»

QUOTIDIEN : jeudi 12 janvier 2006

Pour consulter la [liste des signataires](#)

Nous, écrivains et artistes, professeurs et chercheurs, intellectuels vénézuéliens de différentes formations et confessions, croyants ou agnostiques, indépendamment de notre position face à la politique de l'Etat d'Israël, avons vu avec surprise et consternation l'apparition de certaines allusions antisémites à peine masquées dans le discours du président de la République, comme vient de le dénoncer le toujours vigilant centre Simon-Wiesental, qui, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, traque implacablement les criminels de guerre nazis qui réussirent à échapper à la justice de Nuremberg ; tout comme il dénonce les manifestations d'un racisme jamais définitivement disparu.

Les mots prononcés par le Président le 24 décembre 2005, dans le dénommé Centre de développement endogène «El Manantial de los sueños» (*la Source des rêves, ndt*), contiennent deux vieux lieux communs antisémites : ce sont eux qui «ont crucifié le Christ» (ce qui n'est plus la version officielle de l'Eglise catholique) et qui, ensuite, au cours des siècles, ont accumulé la richesse au détriment, soi-disant, des honnêtes gens.

Qu'à peine un demi-siècle après l'Holocauste il y ait un homme d'Etat dans l'hémisphère occidental capable de répéter de tels clichés, qui seraient ridicules s'ils n'étaient souillés du sang de millions d'êtres humains de tous âges et conditions, serait alarmant. Mais, par malheur, il ne s'agit pas d'une déclaration isolée du Président, comme on peut le constater dans d'autres manifestations du discours idéologique du Président.

Comme d'aucuns l'ignorent, celui qui est aujourd'hui président de la République fut conseillé pendant un certain temps par l'aventurier Norberto Ceresole, qui se gaussait de n'être ni antisémite, ni de s'opposer à la politique de l'Etat d'Israël, mais d'être «*antijuif*», c'est-à-dire ennemi «*d'un peuple dont la vocation de traître remonte à sa fuite d'Egypte*». Pour la première fois en cinq cents ans d'histoire, quelqu'un se risquait à faire de la propagande antisémite au Venezuela.

Comme s'il fallait en rajouter, un fondamentaliste fanatique, aujourd'hui président de la république islamique d'Iran, qui prétend que l'Holocauste est un mensonge de la propagande juive et qu'il faut, en plus, effacer Israël de la carte du monde, annonce avec enthousiasme sa solidarité avec un éventuel «*axe du bien*» en Amérique latine. Ne faisant ni une ni deux, le gouvernement vénézuélien annonce son intention de l'inviter dans notre pays.

Il s'agit de signes ignominieux destinés à essayer de faire entrer le Venezuela (dont l'orgueil était d'être un des pays les plus tolérants du monde quant aux questions raciales et religieuses) dans un «axe» raciste et intolérant.

Ces tendances dangereuses doivent être dénoncées et combattues avant que la condition humaine ne se perde dans notre société, avant qu'il ne soit trop tard. C'est pourquoi nous considérons qu'il est de notre devoir moral et intellectuel d'en alerter le Venezuela et le monde.

Parmi les signataires : Carlos A. Moros Gershi, Antonio Pasquali, Carole Leal Curiel, Ana Teresa Torres, Adolfo Salgueiro, Manuel Caballero, Yolanda Pantín, Heinz R. Sonntag, Rafael Cadenas, Carolina de Oteyza, Elsa Cardozo.